

Réponse de Jean-Luc MELENCHON

17 avril 2012

La politique extérieure française, inscrite dans la doctrine nationale plus globale des États-Unis et de leurs alliés, constitue une menace des plus sérieuses pour la sécurité régionale et internationale. Cette politique de force et d'intervention militaire continue – au Liban, au Iran, dans le corridor à la militarisation des relations israëlo-américaines. Il ne s'agit pas de la part de la France de se tenir à l'écart de la situation et de laisser à l'initiative des États-Unis et de leurs alliés, notamment Israël, de décider de la suite à donner à la situation. Une telle politique est contraire aux principes de la France, dans le cadre d'une médiation des principes de la politique étrangère.

Il n'est pas acceptable qu'un tel, outre envers le processus de paix par la politique, puisse voir un renforcement au renforcement de ses capacités militaires. Il est tout au contraire de mener des actions contre la paix régionale et la paix dans l'ensemble du Proche-Orient. Nous sommes donc favorable à la création d'une Commission d'enquête internationale sur la coopération sécuritaire de la France et de l'UE, avec Israël, et à un mandat sur cette question. Une telle décision devra être prise dans une démarche plus globale de nous à plus de nous les coopérations sécuritaires et militaires de la France, dans le cadre d'une médiation des principes de la politique étrangère.

Dans le même temps, nous devons être parvenus à un règlement pacifique des tensions sans des risques de polarisation. Il faut s'engager dans un réel processus de désescalade du Proche-Orient.

VOIR L'INTÉGRALITÉ DES RÉPONSES DES CANDIDAT(E)S.

- **Emplacement** : Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Agir](#) > [Campagnes](#) > [Campagnes passées](#) > [Election présidentielle 2012](#) > [Transparence dans la coopération militaire entre la France et Israël](#) >
- **Adresse de cet article** : <https://plateforme-palestine.org/Reponse-de-Jean-Luc-MELENCHON,2496>